

LE JOURNAL DU DIABLE

DU MÊME AUTEUR

Robert K. Wittman (et John Schiffman, *Inestimable (traduit de l'américain)*, Sonatine, 2011.

Robert Wittman & David Kinney

LE JOURNAL DU DIABLE

Traduit de l'anglais (américain)
par Anna Souillac



The devil's diary © 2016 by Robert K. Wittman and David Kinney
Publié avec l'accord de Harper,
un label d'HarperCollins Publisher

Tous droits réservés.

© Éditions Michel Lafon, 2016
118, avenue Achille Peretti – CS 70024
92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
www.michel-lafon.com

À nos familles

À propos des auteurs

Robert K. WITTMAN a fondé l'unité du FBI en charge des crimes liés au monde de l'art. Durant sa carrière, il était considéré comme l'expert national du Bureau en matière de vol de biens culturels. Wittman est également l'auteur du document sur les coulisses du trafic d'art *Inestimable*, qui figure sur la liste des best-sellers du *New York Times*. Il est aujourd'hui le président de Robert Wittman, Inc.

David KINNEY est un journaliste récompensé du prestigieux prix Pulitzer. Ses articles ont été publiés dans de nombreux journaux tels que le *New York Times*. Il est l'auteur de *The Big One: An Island, an Obsession, and the Furious Pursuit of a Great Fish** and *The Dylanologists: Adventures in the Land of Bob***.

* *La pêche au gros : Une île, une obsession et la poursuite furieuse d'un grand poisson.*

** *Les Dylanologues : Explorations en terre de Bob.*

« Il faut plusieurs générations pour que les grandes révolutions philosophiques prennent véritablement vie. Et même nos terres brûlées refleuriront un jour. »

Alfred Rosenberg

« Il suffit d'un pas pour basculer dans le crime de masse. C'est le mauvais côté de la chose. Il ne suffit que d'un tout petit pas. »

Robert Kempner



« Longue vie à l'Allemagne éternelle ! » Des nazis accueillent Alfred Rosenberg
(au centre avec la main levée) à Heiligenstadt en Thuringe en 1935.

PROLOGUE

La chambre forte

Au beau milieu de la campagne bavaroise, à flanc de montagne, l'abbaye surplombait une vallée si belle qu'on lui avait donné le nom de *Gottesgarten*, le « Jardin de Dieu ».

Quand on l'observait d'en bas, depuis les villages et les fermes qui bordaient le fleuve sinueux, force était de reconnaître que l'abbaye de Banz attirait le regard. Le soleil donnait à la pierre de ses ailes tentaculaires une étincelante couleur dorée. Tout en haut du clocher de son église baroque s'élevaient deux aiguilles de cuivre délicatement fuselées. Ce bâtiment avait plus de mille ans : il avait tour à tour été un comptoir commercial, un château fortifié pour résister aux armées ennemies et un monastère bénédictin. Il avait été pillé et détruit par la guerre, puis reconstruit de façon extravagante pour la famille de Wittelsbach. Il avait accueilli des rois et des ducs. Le dernier empereur d'Allemagne, Guillaume II, avait lui-même honoré ces couloirs somptueux de sa présence. Nous étions désormais au printemps 1945. L'imposant bâtiment servait d'antenne à une célèbre division qui avait passé la guerre à spolier les biens de l'Europe occupée au nom de la gloire du Troisième Reich.

Après six années d'une guerre sans merci, et voyant la défaite approcher, les nazis s'étaient mis à brûler les archives sensibles du gouvernement à travers tout le pays, avant qu'elles ne puissent être saisies et utilisées contre eux. Mais certains bureaucrates,

incapables de se résoudre à détruire ces documents, avaient préféré les cacher dans des forêts, des mines, des châteaux ou des abbayes comme celle-ci. Partout en Allemagne, d'immenses bibliothèques pleines de secrets attendaient désormais d'être découvertes par les Alliés : des archives internes détaillées qui mettaient en lumière une administration allemande pervertie, une stratégie militaire sans pitié, et l'obsession du projet nazi de nettoyer, une fois pour toutes, l'Europe de tous ses « éléments indésirables ».

Durant la deuxième semaine d'avril, la III^e armée américaine du général George S. Patton et la VII^e armée américaine du général Alexander Patch prirent le contrôle de la région. Depuis leur traversée du Rhin, quelques semaines plus tôt, ces soldats avaient réussi à rejoindre les confins ouest du pays décimé¹, malgré les ponts qu'on avait fait sauter, les blocages routiers improvisés et les incendies épars. Ces hommes avaient traversé des villes ravagées par les bombardements alliés. Ils avaient croisé des villageois aux regards vides, des maisons aux portes desquelles ne flottait plus aucune croix gammée, mais des draps blancs et des taies d'oreillers de la même couleur. L'armée allemande s'était tout bonnement désintégré. Hitler allait mourir dans un peu plus de trois semaines.

Peu après leur arrivée dans la région, les Américains firent la connaissance de Kurt von Behr, un aristocrate extravagant arborant monocle et grandes bottes vernies. Il avait passé la guerre à Paris², à spolier les collections d'art privées et le mobilier personnel de dizaines de milliers de propriétaires juifs de France, de Belgique et des Pays-Bas. Juste avant la Libération, sa femme et lui s'étaient enfuis et réfugiés dans l'abbaye de Banz, emportant avec eux des caisses de trésors dérobés en un convoi composé de onze voitures et quatre fourgons, rien de moins.

Désormais, von Behr voulait conclure un marché.

Il se rendit dans la ville voisine de Lichtenfels et s'adressa à un représentant du gouvernement militaire du nom de Samuel Haber. De toute évidence, von Behr souhaitait demeurer dans sa nouvelle résidence luxueuse aux fresques raffinées et continuer à vivre comme un prince³. Von Behr promit, si Haber lui donnait l'autorisation d'y rester, de lui indiquer l'emplacement d'une cache abritant d'importants documents nazis.

La chambre forte

L'Américain fut intrigué. En raison du manque d'agents de renseignement sur le terrain et en vue des procès pour crimes de guerre, on avait donné l'ordre aux forces alliées de pister et de préserver tous les documents allemands sur lesquels elles réussiraient à mettre la main. L'armée de Patton avait une unité de renseignements militaires du nom de G-2⁴, entièrement dédiée à cette tâche. Durant le seul mois d'avril, ces équipes spéciales allaient saisir trente tonnes d'archives nazies. Sur les conseils de von Behr, les Américains gravirent donc la colline jusqu'à l'abbaye pour s'entretenir avec lui. Le nazi les escorta cinq étages en dessous du sol où l'on avait caché, derrière un faux mur de béton, une tonne de documents nazis hautement confidentiels. Les archives remplissaient une énorme chambre forte pleine à ras bord. Tout ce qu'on n'avait pu y ranger traînait en piles éparses dans tout le reste de la pièce.

Une fois son secret révélé, von Behr – comprenant sans doute que sa ruse ne le sauverait pas des conséquences ravageuses de l'humiliante défaite qui attendait l'Allemagne – se prépara à quitter la scène avec panache. Il enfila un des ses extravagants uniformes et emmena son épouse dans leur chambre au sein de l'abbaye. Là, ils levèrent deux flûtes du meilleur champagne dans lesquelles il avait versé du cyanure, et trinquèrent à la fin de l'aventure. « Cette histoire, écrivit un correspondant américain, était digne des mélodrames qui semblaient tant plaire aux dignitaires nazis. »

Des soldats découvrirent von Behr et son épouse vautrés au milieu de la luxueuse pièce. C'est en examinant les corps qu'ils remarquèrent la bouteille à moitié vide qui trônait encore sur la table.

Le couple avait choisi un millésime lourd de symbole⁵ : 1918, l'année où leur chère mère patrie était sortie humiliée d'une autre guerre encore.

Les archives de la chambre forte appartenaient à Alfred Rosenberg, le cerveau d'Hitler et l'un des membres fondateurs du parti nazi. Rosenberg avait connu les prémices du parti en 1919, quand des nationalistes allemands, amers et en colère, avaient commencé à soutenir un vagabond grandiloquent, vétéran de la Première Guerre mondiale : Adolf Hitler. En novembre 1923, le soir où Hitler avait tenté de renverser le gouvernement bavarois,

Le Journal du Diable

Rosenberg était entré dans la brasserie de Munich juste derrière son héros. Il était également présent à Berlin, dix ans plus tard, quand le parti avait accédé au pouvoir et décidé d'anéantir ses opposants. Il était là encore, dans l'arène, au combat, quand les nazis redessinèrent toute l'Allemagne à leur goût. Il était là enfin quand le vent avait tourné pendant la guerre, et que toutes leurs idées s'étaient effondrées.

Quand les enquêteurs se mirent à trier la multitude d'archives trouvées dans la chambre forte – deux cent cinquante volumes de correspondance officielle et personnelle – ils tombèrent sur un document exceptionnel, le journal intime de Rosenberg.

L'ouvrage était manuscrit et comptabilisait plus de cinq cents pages, la plupart reliées dans un cahier et d'autres en feuilles volantes. Il commençait en 1934, un an après l'ascension de Hitler au pouvoir, et s'achevait dix ans plus tard, quelques mois avant la fin de la guerre. De tous les hommes les plus importants du Troisième Reich, seuls Rosenberg, Joseph Goebbels, le ministre de la propagande, et Hans Frank, le violent gouverneur général de la Pologne occupée, ont laissé ce type d'écrits derrière eux⁶. Les autres, Hitler y compris, ont emporté avec eux leurs secrets dans la tombe. Le journal de Rosenberg promettait de mettre en lumière les rouages du Troisième Reich du point de vue d'un homme qui avait agi au sein des instances les plus hautes du parti nazi pendant plus d'un quart de siècle.

À l'étranger, Rosenberg n'a jamais eu la renommée de Goebbels, de Heinrich Himmler, le cerveau des forces de l'ordre SS, ou de Hermann Göring, l'économiste en chef de Hitler et commandant des forces aériennes. Il a dû lutter et jouer des coudes contre ces géants du parti nazi afin d'obtenir la partie du pouvoir qu'il pensait mériter. Mais il fut soutenu par le Führer du début à la fin. Hitler et lui étaient d'accord sur les questions les plus fondamentales et Rosenberg lui était d'une loyauté à toute épreuve. Hitler le nomma successivement à plusieurs postes importants au sein du parti, puis du gouvernement, inscrivant ainsi définitivement Rosenberg au sein de la vie publique et lui permettant d'étendre son influence le plus possible. À Berlin, ses rivaux le détestaient, mais les adhérents, ceux qui composaient le cœur du parti, le considéraient comme l'une des figures les plus importantes d'Allemagne : un grand penseur qui avait l'oreille de Hitler lui-même.

On trouva les empreintes de Rosenberg sur une grande partie des crimes nazis les plus tristement célèbres.

Il orchestra le pillage d'œuvres d'art, d'archives et de bibliothèques, de Paris à Kiev en passant par Cracovie – les biens spoliés, à la recherche desquels les fameux « Monuments Men » des troupes alliées partirent jusque dans les châteaux et les mines de sel d'Allemagne.

En 1920, il planta dans la tête de Hitler l'idée insidieuse qu'un complot juif mondial était à l'origine de la révolution communiste en Union soviétique. Il le lui répéta constamment, encore et encore. Rosenberg était le champion incontestable d'une théorie dont Hitler allait se servir deux décennies plus tard, pour justifier la guerre dévastatrice menée par l'Allemagne contre l'Union soviétique. Quelques jours avant que l'armée nazie n'envahisse l'URSS, Rosenberg promit que cette guerre serait une « révolution mondiale d'épuration ethnique » qui exterminerait enfin « tous ces germes infectés par la race juive et ses bâtards⁷ ». Dans les premiers temps du combat sur le front de l'est, une fois que les troupes allemandes eurent réussi à repousser les Soviétiques jusqu'à Moscou, Rosenberg prit la tête d'une unité d'occupation qui terrorisa les pays baltes, la Biélorussie et l'Ukraine. En outre, son ministère collabora avec les croisés génocidaires⁸ de Himmler en charge de massacrer les juifs à travers l'Europe de l'Est.

Rosenberg esquissa également, et ce n'est pas un détail, les premiers fondements de l'Holocauste. Il commença à publier ses idées néfastes contre les juifs en 1919. Rédacteur en chef du journal du parti et auteur de plusieurs articles, pamphlets et livres, il n'eut aucune difficulté à répandre leur message de haine. Plus tard, Rosenberg fut nommé délégué aux questions idéologiques du Führer. Dans les villes et les villages du Reich, les populations l'accueillaient à bras ouverts en l'acclamant. Son principal ouvrage théorique, *Le Mythe du vingtième siècle*, se vendit à plus d'un million d'exemplaires et était considéré, avec le *Mein Kampf* de Hitler, comme le texte fondateur de l'idéologie nazie. Dans ses écrits assommants, Rosenberg emprunta des idées désuètes concernant les races et l'histoire mondiale à d'autres pseudo-intellectuels, puis les fusionna pour créer un système de croyance politique bien particulier. De nombreux responsables locaux ou régionaux du parti lui dirent avoir prononcé des milliers de discours en

gardant ses écrits à portée de main. « C'est en eux, se vante Rosenberg dans son journal, qu'ils ont trouvé à la fois le sens et le matériau du combat⁹. » Rudolf Höss¹⁰, commandant du camp de la mort d'Auschwitz où plus d'un million de personnes furent exterminées, affirma que c'étaient les paroles de ces trois hommes qui l'avaient psychologiquement aidé à mener à bien sa mission : celles de Hitler, de Goebbels et de Rosenberg.

Sous le Troisième Reich, les principes philosophiques d'un idéologue pouvaient effectivement être mis en pratique, et ceux de Rosenberg eurent des conséquences fatales.

« La rage m'envahit¹¹, encore et encore, quand je pense à ce que ces parasites de juifs ont fait à l'Allemagne, écrit-il dans son journal en 1936. Mais j'ai au moins une consolation : d'avoir pu participer à l'exposition de cette trahison. » Les idées de Rosenberg ont légitimé et rationalisé le meurtre de millions de personnes.

En novembre 1945, un tribunal militaire international extraordinaire se réunit à Nuremberg, afin de poursuivre pour crimes de guerre les plus célèbres nazis encore en vie. Rosenberg se trouvait parmi eux. L'accusation reposait sur les nombreuses archives allemandes découvertes par les Alliés à la fin de la guerre.

Hans Fritzsche, condamné pour son rôle au sein du ministère de la Propagande nazie, confia à un psychologue pendant le procès que Rosenberg avait joué un rôle fondamental dans l'élaboration de la philosophie de Hitler durant les années 1920, avant l'ascension des nazis au pouvoir. « Je pense qu'il a eu une influence considérable sur Hitler durant la période où celui-ci élaborait encore la morale de sa politique », dit Fritzsche, qui sera acquitté à Nuremberg mais condamné plus tard à neuf ans de prison par une cour allemande de dénazification. « L'importance de Rosenberg réside dans le fait que ses idées, qui n'étaient que théorie, soient devenues réalité entre les mains de Hitler... La tragédie de tout cela, c'est que les idées improbables de Rosenberg ont effectivement été mises en pratique. »

D'une certaine façon, affirmait Fritzsche, s'ils étaient « tous assis ici sur le banc des accusés », c'était « principalement la faute¹² » de Rosenberg.

À Nuremberg, Robert Jackson, le procureur américain en chef, dénonça Rosenberg comme étant le « grand prêtre intellectuel de la "race maîtresse"¹³ ». Les juges le déclarèrent coupable de crimes

La chambre forte

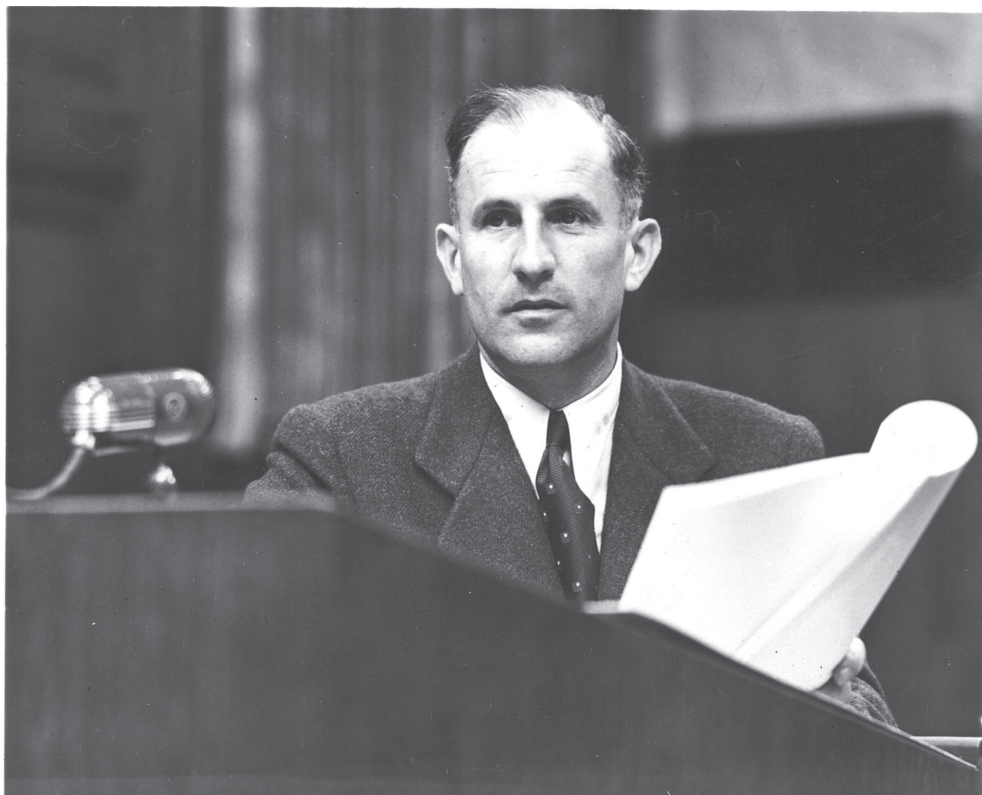
de guerre et, le 16 octobre 1946, la vie de Rosenberg prit fin au milieu de la nuit au bout d'une corde.

Durant les décennies qui suivirent, les historiens qui tentaient de comprendre le pourquoi du comment du plus grand cataclysme du siècle se plongèrent dans les archives sauvées par les Alliés à la fin de la guerre. Les documents subsistants étaient extrêmement complets. Des spécialistes étudièrent des archives militaires sensibles, des inventaires détaillés de biens spoliés, des journaux intimes, des documents diplomatiques, des retranscriptions de conversations téléphoniques, des comptes rendus gouvernementaux concernant la solution finale à donner froid dans le dos. Quand les procès touchèrent à leur fin en 1949, les procureurs américains fermèrent leurs bureaux, toutes les archives allemandes saisies furent envoyées par bateau vers une vieille usine de torpilles sur les rives du fleuve Potomac, à Alexandria, en Virginie. Là-bas, on tria les documents en vue de les stocker aux Archives nationales. On fit des copies sur microfilms, puis on finit par renvoyer les originaux en Allemagne.

Mais un incident toucha la majeure partie du journal de Rosenberg. Elle n'atteignit jamais Washington. Le journal ne fut jamais retranscrit, traduit, ni étudié dans son intégralité par des académiciens spécialisés dans le Troisième Reich. Quatre ans après avoir été découvert dans la chambre forte d'une abbaye bavaroise, le journal avait disparu.

OBJETS TROUVÉS

1949-2013



Le procureur Robert Kempner au Palais de justice de Nuremberg.

– 1 –

Le croisé

Quatre ans après la fin de la guerre, dans la chambre 600 du palais de justice de Nuremberg, un procureur attendait que l'on rende les verdicts. Il s'agissait des jugements en dernière instance de criminels de guerre nazis mis en examen par les Américains, et Robert Kempner attendait le résultat comme si sa vie en dépendait.

Pugnace, acharné, mondain inépuisable avec un goût pour l'intrigue, cet avocat de quarante-neuf ans avait traversé sa vie le menton en avant, comme pour inviter ses ennemis – et ils étaient nombreux – à lui balancer leurs meilleurs coups. Malgré son physique ordinaire, une calvitie naissante et une taille culminant à un mètre soixante-quinze, la personnalité de Kempner forçait souvent les gens à choisir leur camp. Selon les points de vue, il pouvait sembler charismatique ou prétentieux, réservé ou dogmatique, héros des causes justes ou rustre sans intérêt.

Il avait passé la majeure partie de ces vingt dernières années en guerre contre Hitler et les nazis, et les quatre dernières dans cette ville ruinée par la mégalomanie du Führer et les bombardements alliés. Son combat était à la fois une histoire très personnelle et un récit universel : la lutte pour sa vie et sa contribution au combat commun de toute une génération. Au début des années 1930, jeune fonctionnaire berlinois, il affirma que l'Allemagne devait arrêter Hitler et ses sympathisants avant qu'ils ne puissent

renverser la République et mener à bien leur terrible projet. Dans les premiers jours qui suivirent l'ascension du parti au pouvoir, Kempner – juif progressiste et opposant déclaré – perdit son poste administratif. Après avoir été brièvement détenu et interrogé par la Gestapo en 1935, il s'enfuit vers l'Italie, puis la France, et enfin vers les États-Unis, d'où il continua sa campagne. En mettant sur pied un fonds d'archives allemandes et un réseau d'informateurs, Kempner aida le département de la Justice américain à mettre des propagandistes en prison et fournit des renseignements sur le Troisième Reich au département de la Guerre, au Bureau clandestin des services stratégiques et au FBI de J. Edgar Hoover.

Puis, dans un scénario digne d'un film hollywoodien, il rentra dans son pays d'origine et aida à poursuivre en justice ceux-là même qui l'avaient démis de ses fonctions, diabolisé pour ses origines juives, déchu de sa citoyenneté allemande et obligé à s'enfuir s'il voulait rester en vie.

Après avoir participé au procès pour crimes de guerre de Göring, Rosenberg et des autres grands noms du Reich vaincu, Kempner resta à Nuremberg pour douze affaires supplémentaires lancées par les Américains contre 177 collaborateurs nazis : des médecins qui avaient conduit d'horribles expériences sur des détenus de camps de concentration, des administrateurs SS qui avaient forcé des prisonniers à travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive, des directeurs d'entreprise qui avaient bénéficié du travail forcé, des chefs d'escadrons de la mort qui avaient massacré des civils à travers toute l'Europe de l'Est pendant la guerre.

Kempner s'occupa personnellement du dernier et du plus long procès, le onzième, surnommé le « Procès des ministères », parce que la plupart des accusés avaient occupé des postes importants au sein du gouvernement de Wilhelmstrasse à Berlin. La figure la plus éminente du procès était sans doute Ernst von Weizsäcker, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères qui avait donné l'autorisation d'envahir la Tchécoslovaquie et qui avait personnellement, comme on l'avait démontré, approuvé le transport de plus de six mille juifs depuis la France jusqu'au camp de la mort d'Auschwitz. Quant à l'accusé le plus tristement célèbre, il s'agissait de Gottlob Berger, un officier SS senior qui avait mis sur pied un escadron

de la mort connu pour sa brutalité. « Il vaut mieux tuer deux Polonais de trop, écrivit-il un jour à propos de l'escadron, que deux de moins¹. » De façon très perturbante, on trouvait également sur le banc des accusés les banquiers qui avaient non seulement financé la construction des camps de concentration, mais également stocké des tonnes et des tonnes de couronnes, de lunettes et des bijoux en or, dont on avait dépouillé les victimes des camps d'extermination.

Le procès durait depuis la fin 1947 et arrivait à son terme² en ce jour du 12 avril 1949. Les trois juges américains pénétrèrent dans la salle d'audience, rejoignirent leur perchoir et se mirent à lire le jugement à haute voix. Long de huit cents pages, il fallut trois jours pour l'énoncer. De l'autre côté de la pièce, gardés par des soldats droits comme des piquets sous leurs casques argentés, les nazis écoutaient les interprètes leur traduire le verdict en allemand au travers de leurs écouteurs. À la fin, dix-neuf des vingt et un accusés avaient été condamnés – dont cinq pour le crime historique créé à Nuremberg de « crime contre la paix ». Weizsäcker fut condamné à sept ans de réclusion, Berger à vingt-cinq ans, et les trois banquiers firent tous entre cinq et dix ans de prison ferme.

Pour l'accusation, ce fut une victoire majeure. Après avoir fouillé méthodiquement les archives nazies, interrogé des centaines de témoins pendant plus de quatre ans, elle avait réussi à faire condamner les pires criminels et à les envoyer en prison. Elle avait montré au monde que la quasi-totalité du gouvernement allemand avait, de près ou de loin, participé à l'Holocauste. Elle avait esquissé, comme Kempner le formulerait ensuite, « toute la fresque criminelle³ » du Troisième Reich et consacré Nuremberg dans l'histoire en tant que « forteresse de foi du droit international⁴ ». Elle avait insisté pour que les crimes de guerre soient poursuivis et punis sévèrement.

Les trois jours de verdict furent le point culminant de la longue campagne de Kempner contre le parti nazi.

Ou du moins auraient-ils dû l'être.

Mais dans les années qui suivirent, les promesses de Nuremberg s'effondrèrent.

Dès le début, ces procès eurent des détracteurs, en Allemagne comme aux États-Unis. Les critiques ne voyaient là aucune justice, mais simplement soif de vengeance. Kempner, homme belliqueux et procureur notoirement agressif, devint le symbole de cette injustice perçue. Un exemple caractéristique fut l'interrogatoire musclé de l'ancien diplomate nazi Friedrich Gauss, au cours duquel Kempner menaça ce dernier de le livrer aux Russes pour qu'ils le jugent eux-mêmes pour crime de guerre. L'un des procureurs américains qui travaillaient alors avec lui qualifia ses méthodes de « stupides », et craignait qu'il ne transforme les « criminels ordinaires poursuivis à Nuremberg en martyrs⁵ ». Un autre témoin, du contre-interrogatoire duquel Kempner s'était chargé, l'avait qualifié d'« homme qui aurait pu sans problème travailler à la Gestapo⁶ ».

En 1948, Kempner s'engagea avec Theophil Wurm, un évêque protestant, dans un débat public acerbe au sujet de la légitimité des procès. Wurm la remit en cause dans une lettre ouverte qu'il écrivit à Kempner. Ce dernier répondit en insinuant que tous ceux qui questionnaient les procès de Nuremberg étaient en réalité des « ennemis du peuple allemand ». La presse s'empara de leur dispute et Kempner fut mis au pilori par les journaux allemands. On le caricatura comme un juif exilé, arrogant et avide de vengeance⁷.

Le sénateur du Wisconsin, Joseph McCarthy, dont les électeurs comprenaient un grand nombre d'Américains d'origine allemande, condamna lui aussi Kempner. Il remettait en cause le procès de Weizsäcker car, selon des sources anonymes, ce nazi avait en réalité été un précieux agent double pour les Américains durant la guerre. McCarthy affirmait que Nuremberg entravait le travail des renseignements américains en Allemagne et annonça au comité des forces armées du Sénat des États-Unis qu'il exigerait une enquête sur la « stupidité intégrale » qui entourait le procès Weizsäcker.

« Je pense que ce comité, affirma McCarthy, devrait voir le genre d'abruti⁸ – et je pèse mes mots – qui préside les cours martiales là-bas. »

Une fois les derniers procès achevés, les tribunaux de crimes de guerre des Alliés avaient condamné à des peines de prison ferme plus de deux mille nazis qui, pour la plupart, se morfondaient dans la prison de Landsberg, à l'ouest de Munich. Un grand

nombre d'Allemands de l'Ouest n'avaient toujours la légitimité de ces tribunaux et considéraient les nazis emprisonnés non pas comme des criminels de guerre, mais comme les victimes de cours illégitimes instaurées par les Alliés. La question devint un point de contention majeur après l'élection du premier chancelier ouest-allemand en 1949, à l'époque où les États-Unis, inquiets des intentions de l'URSS envers l'Europe, faisaient tout leur possible pour transformer l'Allemagne de l'Ouest en un allié fidèle et remilitarisé.

Les réalités de la guerre froide anéantirent rapidement toute l'œuvre des procureurs de Nuremberg.

En 1951, à la suite d'un réexamen de peines, le haut-commissaire américain en Allemagne fit libérer un tiers des condamnés de Nuremberg et commua toutes les peines capitales, à l'exception de cinq. Très vite, tous les nazis que Kempner avait envoyés derrière les barreaux lors du onzième procès furent libérés. Bien que les réductions de peines eussent été annoncées comme une preuve de clémence, les Allemands l'entendirent d'une tout autre oreille : pour eux, les Américains admettaient enfin l'injustice des procès. Kempner fustigea grandement cette décision. « Aujourd'hui, je veux solennellement vous mettre en garde⁹. L'ouverture prématurée des portes de Landsberg va de nouveau libérer des forces sociales subversives, totalitaires qui sont une menace pour le monde libre. »

Sa mise en garde ne fut pas entendue. Les dirigeants américains cédèrent au pragmatisme politique et, en 1958, la quasi-totalité des criminels de guerre avait été libérée¹⁰.

Le combat de Kempner était cependant loin d'être terminé. Il avait passé quatre ans plongé dans les preuves écrites des crimes nazis et il savait que, même après ces procès hautement médiatisés, le monde était loin de connaître toute la vérité.

Furieux contre les récits révisionnistes de certains rescapés du Troisième Reich qui tentaient de reprendre à leur avantage l'histoire de l'Allemagne sous le régime nazi, il saisit la presse afin de riposter : « Avec une nostalgie plus ou moins avérée¹¹, écrivit Kempner dans le *New York Herald Tribune*, de nombreux auteurs politiques allemands racontent à leurs compatriotes que l'Allemagne s'en serait parfaitement sortie si le Führer n'avait pas

un peu perdu la tête. » Il ne tolérait pas ce genre de discours. Il dénonçait les photos angéliques de Hitler que la presse de droite publiait, l'idée militariste soutenue par certains que les généraux auraient pu sauver l'Allemagne de l'ignominie si Hitler ne s'était pas mêlé des affaires de l'armée, les efforts des diplomates nazis pour étouffer le passé.

Il lança un appel pour que les conclusions de Nuremberg soient publiées en Allemagne. « C'est la seule façon de combattre l'empoisonnement systématique des esprits allemands qui a lieu sous nos yeux dans cette toute jeune République allemande. »

Cependant, quelque temps avant d'écrire ces mots, le procureur avait lui-même agi totalement à l'encontre de cet esprit d'ouverture : après Nuremberg, Kempner avait emporté avec lui d'importantes archives – des originaux dont personne ne savait où se trouvaient les copies, si tant est qu'il y en eût.

En tant que procureur, Kempner avait le pouvoir de demander n'importe quel document nécessaire à la préparation de son dossier d'accusation. Sa gestion des archives fut remise en cause à plus d'une occasion. Le 11 septembre 1946, le chef de la division des Archives écrivit dans un rapport que le bureau de Kempner avait emprunté cinq documents sans les retourner¹² : « Je me permettrais d'ajouter que c'est loin d'être la première fois que la division a un mal considérable à inciter le Dr Kempner à rendre les livres et les documents de la bibliothèque. »

En 1947, Kempner devint célèbre parmi les procureurs américains pour sa gestion du document le plus important concernant l'Holocauste. Peu après son retour à Nuremberg pour la deuxième série de procès, Kempner envoya son équipe étudier les archives du ministère allemand des Affaires étrangères, qui avaient été récupérées dans une cache du massif du Harz, transportées jusqu'à Berlin. Un jour, un assistant tomba sur un document de quinze pages. « Le 20 janvier 1942, à Berlin, Am Grossen Wannsee numéro 56-58, disait la première phrase, les personnes suivantes prirent part à une discussion concernant la solution finale de la question juive. » Il s'agissait du procès-verbal de la conférence de Wannsee¹³, une réunion conduite par Reinhard Heydrich, l'adjoint direct de Himmler au sein de la SS, dont l'objet était de discuter « l'évacuation » des juifs d'Europe.

Quelques mois après la découverte de ce document, Benjamin Ferencz, un des procureurs américains, eut la surprise de voir Charles LaFollette faire irruption dans son bureau : « Je vais tuer ce fils de pute ! » LaFollette était en charge de l'accusation d'un autre des derniers procès de Nuremberg, contre des juges et des avocats nazis. LaFollette avait entendu parler du procès-verbal de la conférence de Wannsee, mais Kempner refusait de le lui remettre. La compétition faisait rage entre les nombreux procureurs de Nuremberg, et Kempner voulait vraisemblablement être celui qui révélerait au monde l'existence de ce document explosif lors du procès qu'il s'appropriait à plaider.

Ferencz suivit LaFollette dans le bureau de Kempner pour intervenir entre les deux hommes si nécessaire. Kempner nia cacher quoi que ce soit. Ferencz insista. Puis, après qu'on l'y ait exhorté plusieurs fois, Kempner finit par ouvrir le dernier tiroir de son bureau et demanda innocemment : « Pourrait-il s'agir de ceci ? »

LaFollette comprit aussitôt l'importance de ce document pour son dossier : le ministère de la Justice du Reich avait envoyé l'un de ses représentants à cette réunion fondamentale. L'homme quitta aussitôt la pièce en courant pour aller rapporter l'incident à Telford Taylor, le procureur en chef des procès, et exigea qu'il « renvoie ce connard ! ». Ferencz, qui l'avait suivi, prit la défense de Kempner. Il dit à Taylor que le Procès des ministères s'effondrerait probablement si l'on bannissait Kempner de Nuremberg, et que ce dernier n'avait, en outre, gardé le document que par inadvertance.

« Ce que personne ne croyait¹⁴ », écrivit plus tard Ferencz dans une lettre à Kempner. Quoi qu'il en soit, Taylor donna raison au procureur de l'affaire des ministères.

Kempner n'était pas le seul à Nuremberg à conserver des documents nazis originaux pour son usage personnel. Depuis la fin de la guerre, les archives saisies avaient été envoyées dans des centres de tri militaires, puis convoyées par avion vers Paris, Londres et Washington afin d'être étudiées par les services de renseignements et renvoyées à Nuremberg pour les procès de crimes de guerre. À l'époque où ces dossiers traversèrent l'Europe de long en large, des chasseurs de souvenirs eurent maintes fois l'occasion de subtiliser une lettre à l'en-tête du parti nazi

et signée par quelqu'un d'important en dessous du sempiternel *Heil Hitler !* de conclusion. Les responsables de la sécurité des archives s'inquiétaient tout particulièrement des équipes en charge de l'accusation à Nuremberg. Ils craignaient que ceux qui demandaient les documents ne soient en réalité « plus influencés par de bas instincts journalistiques personnels que par le désir de rendre la justice¹⁵ », comme le formula un officier militaire dans l'un de ses rapports. Un autre observateur conclut que la division des Archives des procureurs de Nuremberg ne faisait pas beaucoup d'efforts pour répertorier comme il se doit les allers et venues des documents.

Parmi les documents clés qui avaient disparu se trouvait une note de service d'un adjudant de Hitler, Friedrich Hossbach, qui montrait que le Führer avait eu l'intention de déclarer la guerre à la France et à l'Angleterre dès 1937. L'accusation fut forcée de s'appuyer sur une copie certifiée conforme de cette note durant le procès. Interrogé au sujet de ce document par un historien en charge de la publication de documents allemands saisis après la guerre, Kempner se souvint l'avoir vu et suggéra que « quelque chasseur de souvenir avait sans doute pris l'original ». En septembre 1946, les administrateurs d'un des centres d'archives militaires cessèrent de délivrer des originaux aux équipes d'accusation de Nuremberg, inquiets de ne jamais récupérer le millier de documents qu'ils avaient déjà prêtés.

Durant les procès, le palais de justice de Nuremberg débordait d'archives¹⁶. Une enquête datant d'avril 1948 répertoria plus de 1 800 mètres carrés de « dossiers administratifs, coupures de presse, négatifs, pellicules, cassettes d'enregistrement de la chambre d'audience, cassettes de rapports d'interrogatoires, livres de bibliothèque et autres publications, documents originaux, photostats, copies d'archives, classeurs, dossiers de procès, casiers judiciaires, dossiers d'interrogatoire, transcriptions des analyses de preuves réalisées tant par les tribunaux que par des experts auprès de la cour ».

Il y avait tant de documents que les administrateurs craignaient que l'on ne jette des originaux à la poubelle par inadvertance. Comme Kempner l'écrira plus tard dans ses mémoires, tout était « un affreux bazar » – et il profita du chaos.

Il affirmait craindre que des documents potentiellement explosifs ne soient pas convenablement archivés et voulut donc s'assurer qu'il en soit fait bon usage. Il reconnut dans ses mémoires que lorsqu'un chercheur « intéressé et intelligent » venait lui demander un document important pendant les procès, il se contentait d'ouvrir le dossier sur le canapé de son bureau avant de quitter la pièce en précisant : « Je ne veux rien savoir¹⁷. »

Il valait mieux qu'un « bien d'importance historique » soit dans les mains d'un collègue de confiance qui écrivait à son sujet plutôt que dans celles de bureaucrates du gouvernement qui permettraient éventuellement qu'on le détruise.

Tous les originaux des documents allemands saisis étaient censés être retournés aux centres d'archives militaires après les procès, mais Kempner voulait se servir des archives qu'il avait emmagasinées pour écrire des articles et des ouvrages sur la période nazie. Le 8 avril 1949, quelques jours avant le verdict du Procès des ministères, le procureur obtint une note composée d'un seul paragraphe, de Fred Niebergall, le directeur de la division des Archives de l'accusation. « Par la présente, j'autorise¹⁸ le Dr Robert M. W. Kempner, chef du conseil et procureur général de la division des Ministères politiques, à retirer et conserver tout document déclassifié en lien avec les procès pour crimes de guerre de Nuremberg, en Allemagne, à des fins de recherches, d'écriture, de conférence et d'études. » C'était une lettre inhabituelle. Un juriste qui avait travaillé pour les services de renseignements militaires affirma des années plus tard qu'il était peu probable qu'un homme dans la position de Niebergall se soit permis de signer un tel document.

Le même jour exactement, Kempner envoya une lettre aux éditions E.P. Dutton à New York avec un synopsis pour un livre inspiré de ses interrogatoires de Nuremberg et des archives du ministère allemand des Affaires étrangères, provisoirement intitulé *Hitler et ses diplomates*¹⁹. Il avait évoqué ce livre au mois de janvier précédent, et Dutton, qui s'était montré intéressé, voulait désormais plus de détails.

On découvrirait par la suite que le livre n'était qu'un des nombreux projets éditoriaux de Kempner en 1949.

Des décennies plus tard, Kempner expliqua dans ses mémoires pourquoi il avait emporté tous ces documents de Nuremberg.

« J'étais certain d'une chose. Si je devais un jour contacter les Archives dans l'intention d'écrire sur le sujet, je recevrais probablement des réponses très polies, mais ils seraient incapables de trouver tous les documents. Mais j'avais mes dossiers²⁰. »

Une justification somme toute un peu maigre. Ce que voulait véritablement Kempner, c'était avoir un avantage de taille sur les autres auteurs spécialisés de la période nazie : il voulait l'exclusivité.

Muni de sa lettre d'autorisation, Kempner fit emballer toutes ses archives de Nuremberg et – avec tout ce qu'il avait réussi à accumuler pendant ces années en tant que procureur – les envoya par bateau de l'autre côté de l'Atlantique, dans sa maison de la banlieue de Philadelphie. Le convoi arriva à la gare de Lansdowne, Pennsylvanie, le 4 novembre 1949 : vingt-neuf boîtes dont le poids total dépassait les 3 600 kilos²¹.

Hitler et ses diplomates ne vit jamais le jour. Kempner fut happé par d'autres projets et trouva une autre façon de rendre justice aux victimes du Troisième Reich. Il ouvrit un cabinet à Francfort puis, parmi d'autres affaires juridiques, accepta peu à peu des dossiers de victimes du nazisme exigeant des procès en restitution²². Il représenta Erich Maria Remarque, dont le roman à succès sur la Première Guerre mondiale, *À l'Ouest, rien de nouveau*, avait été brûlé et banni par les nazis. Il représenta Emil Gumbel, professeur émérite de mathématiques de l'université de Heidelberg qu'on avait forcé à démissionner à cause de ses positions pacifistes. Il représenta des juifs, des catholiques, des membres de la Résistance. Son affaire prospéra et se révéla même lucrative.

Dix ans après la fin de Nuremberg, les procès contre les crimes de guerre nazis reprurent. En RFA, un procès de 1958 mit à nouveau en lumière les atrocités que les Allemands pensaient avoir laissées derrière eux. Dix nazis furent condamnés pour avoir assassiné plus de cinq mille juifs lithuaniens durant la guerre. L'affaire incita le ministère allemand de la Justice – affolé de voir que de nombreux criminels avaient échappé à toute forme de punition après la guerre – à créer un bureau central à Ludwigsburg pour enquêter sur les crimes nazis.

Au même moment, une vague de procès importants fut également lancée à l'étranger. En 1961, Kempner se trouva à nouveau